

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES****ACCORD-CADRE MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET  
SERVICES REGI PAR CCAG FCS**

---

**Marché relatif à l'entretien des réseaux  
d'assainissement, des pompes de relevage,  
surpresseurs, bacs séparateurs d'hydrocarbures et  
bacs à graisses de l'Université de Lorraine**

Pièces communes à tous les lots (1 à 3)

**Lot 1 : Entretien des pompes de relevage et des  
surpresseurs – zone Lorraine**

**Lot 2 : Interventions sur les réseaux d'assainissement,  
bacs acides, bacs à graisses et séparateurs  
d'hydrocarbures – zone Lorraine Sud**

**Lot 3 : Interventions sur les réseaux d'assainissement,  
bacs acides, bacs à graisses et séparateurs  
d'hydrocarbures – zone Lorraine Nord**

---

N° accord cadre : 2026DPIGEM912FCS

**UNIVERSITÉ DE LORRAINE**

34 Cours Léopold  
CS 25233  
54052 NANCY CEDEX

Pièce commune à tous les lots

## SOMMAIRE

<b>1 - Dispositions générales du contrat</b>	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 – Forme de marché	5
1.4.1 – Bons de commande (pour les lots 1, 2 et 3)	5
1.4.2 – Marchés subséquents (uniquement pour le lot 1)	5
<b>2 - Pièces contractuelles</b>	6
<b>3 – Confidentialité et mesures de sécurité</b>	6
<b>4 - Protection des données à caractère personnel</b>	6
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	6
4.2 - Obligations du titulaire	7
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	7
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	7
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	8
4.2.7 - Sort des données	8
4.2.8 - Délégué à la protection des données	8
4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement	9
4.2.10 - Documentation	9
4.3 - Obligations de l'acheteur	9
<b>5 – Zones à régime restrictif (ZRR)</b>	9
<b>6 - Durée et délais d'exécution</b>	9
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	9
6.2 - Durée du contrat	9
6.3 - Reconduction	10
6.4 – Délais d'exécution des prestations	10
<b>7 - Prix</b>	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués Lot 1	11
7.2 - Caractéristiques des prix pratiqués Lots 2 et 3	11
7.3 - Modalités de variation des prix	11
<b>8 – Clause de réexamen et modification de l'accord-cadre</b>	12
<b>9 - Garanties Financières</b>	13
<b>10 - Avance</b>	13
<b>11 - Modalités de règlement des comptes</b>	13
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	13
11.2 - Présentation des demandes de paiement	13
11.3 - Délai global de paiement	14
11.4 - Paiement des cotraitants	14
11.5 - Paiement des sous-traitants	15
<b>12 – Sous-Traitance</b>	15
<b>13 - Conditions d'exécution des prestations</b>	15
<b>14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle</b>	15
<b>15 - Constatation de l'exécution des prestations</b>	15
15.1 - Vérifications	15
15.2 - Décision après vérification	16
<b>16 - Garantie des prestations</b>	16
<b>17 – Pénalités</b>	16
17.1 - Pénalités de retard	16
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé	16
17.3 – Autres pénalités	16

<b>18 - Assurances</b> .....	17
<b>19 - Résiliation du contrat</b> .....	17
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	17
19.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents .....	17
19.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	17
<b>20 - Règlement des litiges et langues</b> .....	18
<b>21 – Dérogations</b> .....	18

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Marché n°2026DPIGEM912FCS relatif à l'entretien des réseaux d'assainissement, des pompes de relevage, surpresseurs, bacs séparateurs d'hydrocarbures et bacs à graisses de l'Université de Lorraine**

Ce marché est passé sous la forme d'un accord cadre donnant lieu à l'émission de bon de commande dont les prix unitaires pour les lots 1, 2 et 3 et marchés subséquents pour le lot 1 se composent comme suit :

- **2026DPIGEM912FCS-POMPES ET RESEAUX-BPU LOT 1 - BPU 1 préventif** : Prix unitaire par équipement correspondant au forfait annuel de maintenance préventive (compris déplacement et main d'œuvre), décrit aux articles du CCTP LOT 1.
- **2026DPIGEM912FCS-POMPES ET RESEAUX-BPU LOT 1 - BPU 2 curatif** : Prix pour la maintenance corrective, curative, le dépannage et des plus-value éventuelles, décrit aux articles du CCTP LOT 1.
- **2026DPIGEM912FCS-POMPES ET RESEAUX-BPU LOT 2** : Prix unitaire par type d'intervention décrit aux articles du CCTP LOT 2.
- **2026DPIGEM912FCS-POMPES ET RESEAUX-BPU LOT 3** : Prix unitaire par type d'intervention décrit aux articles du CCTP LOT 3.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ou marchés subséquents émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution : l'ensemble des implantations universitaires sur la région Lorraine suivant les annexes CCAP suivantes :

- **2026DPIGEM912FCS-POMPES ET RESEAUX-CCAP annexe 1 liste sites par lots**  
**2026DPIGEM912FCS-POMPES ET RESEAUX-CCAP annexe 2 localisation sites**

## 1.2 - Décomposition du contrat

Le présent marché est décomposé en 3 lots indépendants en application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique :

Lot(s)	Désignation
Lot 1	Entretien des pompes de relevage et des surpresseurs - Lorraine
Lot 2	Interventions sur les réseaux d'assainissement, bacs acides, bacs à graisses et séparateurs d'hydrocarbures – <b>Zone Lorraine Sud</b>
Lot 3	Interventions sur les réseaux d'assainissement, bacs acides, bacs à graisses et séparateurs d'hydrocarbures – <b>Zone Lorraine Nord</b>

Chaque lot est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

La présente consultation a pour objet un accord-cadre mono-attributaire mixte.

L'exécution du marché donnera lieu à l'émission de bons de commande sur la base des prix figurant aux BPU des lots 1, 2 et 3. Seul le lot 1 pourra donner lieu à la conclusion de marchés subséquents, lorsque, pour satisfaire les besoins, il s'avère nécessaire d'acquérir des fournitures non prévues au BPU 2 curatif du lot 1.

Cet accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à (en euros HT) conformément aux des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à 2162-14 du CCP :

Lot(s)	Désignation	Montant max HT période initiale 2 ans	Montant max HT pour 4 ans
Lot 1	Entretien des pompes de relevage et des surpresseurs	250 000€	500 000€
Lot 2	Interventions sur les réseaux d'assainissement, bacs acides, bacs à graisses et séparateurs d'hydrocarbures – <b>Zone Lorraine Sud</b>	110 000€	220 000€
Lot 3	Interventions sur les réseaux d'assainissement, bacs acides, bacs à graisses et séparateurs d'hydrocarbures – <b>Zone Lorraine Nord</b>	100 000 €	200 000€

## 1.4 – Forme de marché

### 1.4.1 – Bons de commande (pour les lots 1, 2 et 3)

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du bon de commande et centre financier ;
- Le numéro du lot ;
- La date et le numéro du marché ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Le nom, qualité et coordonnées du donneur d'ordre ainsi que de l'agent en charge du suivi de l'exécution de la commande (voir annexes du CCAP lot 1, 2 et 3) ;
- Date indicative d'exécution.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires. **La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 1 mois** (sauf stipulations spécifiques au CCTP).

L'accusé de réception de la commande pourra être transmis par courrier ou par courrier électronique, à l'adresse mail ou postale indiquée à l'annexe liste sites du CCAP. A défaut de transmission de l'accusé de réception de la part du titulaire, le point de départ sera celui de la date d'envoi du bon majorée de deux jours.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

### 1.4.2 – Marchés subséquents (uniquement pour le lot 1)

Dans le cadre de la maintenance corrective, curative et dépannage, des marchés subséquents seront notifiés par le pouvoir adjudicateur sur la base d'un devis qui sera proposé comme MS et encadré par les prix BPU de l'annexe **2021DPIGP615PS-POMPES ET RESEAUX-AE LOT 1-annexe 2-BPU 2 complément**. Le prix des fournitures seront encadrés par un pourcentage de remise par rapport aux prix publics de chaque fournisseur ou ensemble de fournisseurs. La procédure est la suivante :

- **A la survenance du besoin**, suite à un diagnostic / dépannage compris dans la maintenance préventive, **le titulaire du lot 1 envoie un devis MS sur la base du BPU 2 LOT 1.**
- **A réception du devis MS par le représentant UL, il vérifie et émet un bon de commande sur SIFAC avec mention du devis MS (assurant l'identification unique du MS par référence au n° de BC) et indiquera le délai d'intervention. L'émission du bon de commande vaudra validation du MS.** En cas de refus, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre le titulaire en concurrence et recourir à un autre prestataire s'il constate une différence de prix supérieure à 15% pour les prestations équivalentes. Le cas échéant, le titulaire devra fournir sur demande du maître d'ouvrage, une facture de son fournisseur indiquant le prix public. En cas d'urgence, le bon de commande MS sera régularisé après l'intervention. Le délai maximum d'intervention est indiqué dans le présent CCAP et le CCTP lot 1 en fonction des caractéristiques de l'intervention.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement **par lot (AE)** et les BPU (**Lot 1 BPU 1 préventif et BPU2 curatif, Lot 2 BPU et Lot 3 BPU**),
- Les avenants le cas échéant,
- Le cahier des clauses administratives particulières (**CCAP**) et ses annexes (liste sites et localisation sites, formulaire demande intervention),
- Le cahier des clauses techniques particulières **par lot (CTTP)** et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (**CCAG**) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les **bons de commandes** émis pendant toute la durée du marché,
- Le **mémoire technique par lot** sur la base de l'annexe du RC (trame lot 1, 2 et 3) justifiant des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

Les documents généraux suivants ne sont pas joints car, étant d'ordre public, réputés être connus par les candidats à l'accord-cadre :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- L'ensemble des normes européennes, françaises, les Eurocodes ainsi que leurs annexes nationales lorsqu'elles existent, applicables aux prestations objet du présent marché, dans leur édition en vigueur à la date de consultation,
- L'ensemble des DTU, applicables aux prestations objet du présent marché, dans leur édition en vigueur à la date de consultation,
- L'ensemble des documents produits en dehors du système normatif, de type guide, recommandations, avis technique ou autres règles professionnelles reconnues par l'Agence Qualité Construction et faisant consensus au sein de l'ensemble des acteurs de la construction ou encore donnant la preuve du respect des exigences par la conformité à d'autres référentiels jugés équivalents.

## 3 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

La durée du traitement des données est de 5 jours.

## **4.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

### **4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### **4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### **4.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

**[dpi-gp-contact@univ-lorraine.fr](mailto:dpi-gp-contact@univ-lorraine.fr)**

### **4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par courriel à l'adresse du paragraphe 4.2.3.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **4.2.8 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.10 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **4.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## **5 – Zones à régime restrictif (ZRR)**

Certains bâtiments de l'Université de Lorraine font l'objet de zone(s) à régime restrictif au sens des articles R.413-1 et R 413.5-1 du code pénal. Cela signifie que l'accès à certaines zones est réglementé. Il pourra être demandé au titulaire par le représentant de l'Université de communiquer à l'avance la liste nominative de ses intervenants. L'accès à certains locaux devra se faire avec l'accompagnement d'une personne habilitée de l'Université, aussi les interventions devront être planifiées le plus en amont possible. En application de l'article 5.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire ne peut prétendre ni à prolongation des du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

## **6 - Durée et délais d'exécution**

### **6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 15/04/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations pour la durée initiale de 2 ans est le 15/04/2028.

### **6.2 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution sont fixés à l'article 6.4 du présent CCAP et précisés par bon de commande.

L'accord-cadre peut être reconduit selon les conditions visées au C.C.A.P.

Une prolongation du délai d'exécution d'un bon de commande peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 6.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de la période de reconduction est de 24 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans en application de l'article L2125-1 §1 du Code de la Commande Publique.

La mise à jour des BPU et listes des équipements sera effectuée au démarrage de la période de reconduction. Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ; la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

La décision de non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité ni à aucun dédommagement au profit du titulaire. Ce dernier est par ailleurs tenu par ses obligations jusqu'à la fin d'exécution de la période initiale de l'accord-cadre.

### 6.4 – Délais d'exécution des prestations

Délais contractuels suivants les prestations pour le lot 1 :

- Suite à une visite d'entretien et demande hors urgence, la formalisation du devis (valant marché subséquent devra se faire dans un délai de **3 jours** à compter de la demande écrite, à réception du bon de commande ou d'un accord écrit régularisable ultérieurement, le titulaire aura **5 jours** pour coordonner l'intervention avec le responsable technique et **15 jours** pour l'intervention exécutée.
- Demande de dépannage (à partir de la réception de la demande écrite) sur les organes empêchant l'exploitation des locaux par l'Université de Lorraine, **4 h maximum**, tous les jours de l'année, samedi, dimanche et jours fériés compris. En cas d'indisponibilité des pièces, le titulaire devra mettre en place des solutions pour garantir la **continuité d'exploitation**.
- Demande de pompage ou curage en urgence (à partir de la réception de la demande téléphonique ou écrite), **4 h maximum**, tous les jours de l'année, samedi, dimanche et jours fériés compris. Le site régularisera l'intervention par un bon de commande transmis sous 7 jours.

Délais contractuels suivants les prestations pour les lots 2 et 3 :

- Intervention sur bac à graisse, séparateur d'hydrocarbures, acides et bassin de rétention, **1 mois** sauf urgence et dépannage **à compter de l'émission du bon de commande avec la fiche demande d'intervention (annexe du CCAP)**. La date et heure de l'intervention devra être transmis 72h avant l'intervention pour accord du représentant du site UL. Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 48 heures avant la date prévue.
- Pompage et curage programmé, **36h à compter de la réception par mail de la demande avec la fiche demande d'intervention (annexe du CCAP)**. Intervention réalisée pendant les heures normales de jour, hors dimanches et jours fériés (entre 7h et 16h). Commande régularisée sous 7 jours.
- Pompage et curage en urgence, **4h à compter de la réception par téléphone ou mail de la demande**. Intervention réalisée **hors** des heures normales de jour, hors dimanches et jours fériés (entre 7h et 16h). Commande régularisée sous 7 jours.
- Inspection caméra et diagnostique des réseaux, **7 jours à compter de la réception par mail de la demande avec la fiche demande d'intervention (annexe du CCAP)**. **7 jours pour la remise du rapport**.
- Entretien des réseaux horizontaux - débouchage de réseaux, **36h à compter de la réception par mail de la demande avec la fiche demande d'intervention (annexe du CCAP)**. Intervention réalisée pendant les heures normales de jour, hors dimanches et jours fériés (entre 7h et 16h). Commande régularisée sous 7 jours.
- Entretien des réseaux horizontaux préventif, **1 mois** sauf urgence et dépannage **à compter de l'émission du bon de commande avec la fiche demande d'intervention (annexe du CCAP)**. La date et heure de l'intervention devra être transmis 72h avant l'intervention pour accord du représentant du site UL. Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 48 heures avant la date prévue.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués Lot 1

Les prestations sont réglées par des prix unitaires sur la base des bordereaux de prix unitaire et des bons de commande selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention pendant toute la durée du marché.

Les bons de commandes relatifs à la maintenance préventive (lot 1) seront émis pour la durée initiale du marché (2 ans) puis pour la durée de l'éventuelle période de reconduction. Les prestations sont réglées sur la base des prix figurant au bordereau des prix unitaires suivant le référencement de l'équipement et sa typologie. Ce prix couvre les interventions de maintenance préventive. Le règlement des acomptes pourra se faire suivant les fréquences suivantes possibles et qu'il faudra définir au démarrage du marché pour l'appliquer à tous les sites :

- Facturation acompte pour l'ensemble des équipements du site après les premières visites annuelles suite à l'admission par le représentant UL de tous les bons et rapports d'intervention (2 factures d'acompte par an et par site).
- Facturation acompte pour l'ensemble des équipements du site après les 2 visites annuelles suite à l'admission par le représentant UL de tous les rapports d'intervention (1 facture d'acompte par an et par site).

Les marchés subséquents (LOT 1) sont réglés après admission de la prestation par le représentant UL. Les prix sont forfaitaires sur la base d'un devis encadrés par les prix du BPU 2 curatif LOT 1 et le prix des fournitures seront encadrés par un pourcentage de remise par rapport aux prix publics de chaque fournisseur ou ensemble de fournisseurs. Il pourra être demandé au titulaire de présenter à l'appui de sa facture la copie pro-forma de la facture fournisseur attestant du prix d'achat du ou des équipement(s). Un bon de commande sera émis pour l'intervention avant ou après l'intervention en cas d'urgence. La facture sera envoyée après admission du rapport d'intervention.

### 7.2 - Caractéristiques des prix pratiqués Lots 2 et 3

Les prestations sont réglées par des prix unitaires sur la base des bordereaux de prix unitaire et des bons de commande selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention pendant toute la durée du marché.

La facture sera envoyée après admission du rapport d'intervention.

### 7.3 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Pour chaque bon de commande émis pour exécuter l'accord-cadre, les prix sont fixes pour une durée de 1an et feront l'objet d'une actualisation à chaque d'anniversaire du contrat (date de notification du contrat).

Une fois par an, un mois avant la date anniversaire de signature du marché, le titulaire calcule les taux de révision des prix sur la base du coefficient connu alors et réputé définitif : il propose au pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé, les taux de révision ainsi calculés.

Les prix sont révisés **annuellement** et invariables pendant cette période, par application aux BPU de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
Tous	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ICHT-E (n) / ICHT-E_0)$	BPU pour les lots 1, 2 et 3

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- I0 : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In : valeur de l'index de référence au mois n.

Les index de référence I, publié(s) au moniteur des travaux publics ou au ministère de l'équipement, des transports, du tourisme et de la mer ou par l'INSEE sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
Tous	ICHT-E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution

L'indice de référence retenu pour la révision des prix est l'indice INSEE, tel que diffusé par l'INSEE sous la référence Identifiant 001565187. Il n'y aura pas de révision provisoire, la révision est définitive selon le dernier indice connu.

En cas de disparition ou de modification substantielle de l'indice de référence, un indice de substitution reconnu et équivalent sera retenu d'un commun accord entre les parties. À défaut d'accord, un arbitrage pourra être sollicité.

**Le coefficient de révision des prix et son détail de calcul seront fournis directement par le titulaire du marché qui le transmettra au pouvoir adjudicateur lors de la présentation de la facture de révision de prix. Cette formule devra figurer sur les factures qui accompagnent la commande réalisée et à la demande du pouvoir adjudicateur le BPU de chaque lot révisé devra être fourni.**

Le coefficient de révision des prix et son détail de calcul seront fournis directement par le titulaire du marché qui le transmettra au pouvoir adjudicateur lors de la présentation de la facture de révision de prix. Cette formule devra figurer sur les factures qui accompagnent la commande réalisée et à la demande du pouvoir adjudicateur le BPU de chaque lot révisé devra être fourni. En l'absence de transmission d'un bordereau des prix révisé, la révision ne sera pas effectuée et le tarif de l'année précédente continuer de s'appliquer. Tous les bons de commandes passés sur cette base non révisée sont fermes et non révisables.

**Clause de sauvegarde : dans la mesure où les prix révisés viennent à dépasser le seuil de 10% par rapport aux prix précédemment pratiqués à la date de la signature du marché ou à la date anniversaire de celle-ci, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement et sans indemnités le marché moyennant un préavis d'un mois.**

## 8 – Clause de réexamen et modification de l'accord-cadre

L'Université peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire du lot concerné. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée avec le titulaire puis sont rendus définitifs par avenant.

Si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire ou l'Université ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet de l'accord-cadre et / ou les modalités d'exécution des prestations, cette solution peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges sur accord de l'Université. Cette modification est actée par avenant. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations pour un coût équivalent, réduire les coûts ou réduire l'impact environnemental de la réalisation des prestations. Ces modifications ne peuvent être de nature à entraîner une modification substantielle de l'accord-cadre.

L'accord-cadre pour être modifié unilatéralement par l'Université concernant le listing des équipements en cas de suppression d'un site, modification de l'implantation d'un équipement, ajout d'équipement dans un bâtiment existant ou un nouveau bâtiment. Le prix est établi sur la base du bordereau des prix unitaires et en cas de prix nouveaux dans les conditions citées ci-avant.

En cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire suite à une fusion, acquisition ou absorption, l'accord-cadre sera modifié unilatéralement par l'Université à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle de l'accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

## 9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 10 - Avance

Une avance est versée lorsqu'un bon de commande répond aux conditions de versement d'une avance prévues à l'article R.2191-3 du Code de la Commande publique.

## 11 - Modalités de règlement des comptes

### 11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

**Nota :** cf paragraphe 7.1 du présent CCAP, pour le lot 1, un acompte pourra être remis à l'issue de chaque visite d'entretien (après admission de la prestation)

**Nota :** cf paragraphe 7.1 du présent CCAP, pour les lots 2 et 3, le paiement s'effectuera à l'issue de la réalisation de l'ensemble des prestations relatives au bon de commande (après admission de la prestation)

### 11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

**- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001550600012**

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, la facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le code service : **UL1AVECEJ**
- Le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **4500 suivi de 6 chiffres**).

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

### **11.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **11.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## 12 – Sous-Traitance

Ne peuvent être sous-traitées que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures. Le titulaire qui envisage d'en sous-traiter une partie demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

## 13 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification ou AR du bon.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

En cas de cessation du marché avant son terme pour quelle que cause que ce soit, l'administration conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été réceptionnés et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

## 15 - Constatation de l'exécution des prestations

### 15.1 - Vérifications

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, le point de départ du délai de vérification quantitative et qualitative par l'Université est la transmission du pré-rapport par le titulaire.

Le pré rapport sera transmis par le titulaire du marché sous 15 jours après son intervention à destination de l'interlocuteur technique principal tel que référencé dans l'annexe du CCTP. Aucune opération de vérification ne sera réalisée par l'Université sans la transmission du pré-rapport et par conséquent aucune décision d'admission ne pourra être prise et aucun délai ne commence à courir pour l'Université dans ses obligations de vérification et d'admission.

**Aussi, le délai imparti pour le responsable technique de site, habilité à réaliser cette vérification sera de 15 jours ouvrables à compter de la réception du pré rapport de visite tel que défini dans le CCTP (art4.2-4.3) y compris pour notifier la décision de de rejet de la prestation (par mail) en y indiquant les réserves motivant ce refus.**

Au-delà de ce délai et sans réponse du responsable technique de site la décision d'admission de la prestation réalisée est considérée comme acquise.

La remise du rapport définitif sera effectuée 10 jours après la réception des remarques réalisées par le Responsable Technique de site

## 15.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En cas de refus d'admission il sera demandé au titulaire de reprendre et terminer les prestations.

L'admission de la prestation se verra prononcée que si le ou les rapport(s) de vérifications périodiques et le registre de sécurité sont correctement renseignés et remis au responsable technique et que les éventuelles remarques émises sont levées.

## 16 - Garantie des prestations

Les prestations de remplacement d'équipement feront l'objet d'une **garantie minimale de 1 an** dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## 17 – Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le titulaire encours, de plein droit et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement pour absence de service fait, des prestations non effectuées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est accordée.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant du bon de commande.

### 17.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution, de transmission de devis ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50,00 € pendant 5 jours, puis 80,00 € au-delà.

Les délais sont mentionnés aux CCAP. Dans le cas d'une **immobilisation d'équipements supérieurs à 72h**, le titulaire encourt une pénalité fixée à **200€HT/jour calendaire**. Dans le cas d'une urgence et de non-respect du délai horaire maximum, le titulaire encourt une pénalité fixée à 50€HT/heure.

### 17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant de **1500,00 euros HT par constat**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 17.3 – Autres pénalités

Suivant les éléments méthodologiques et la forme des rendus décrits au CCTP et CCAP :

- |   |                  |
|---|------------------|
| - Pénalités pour non-remise ou non-respect de la forme des documents :        | 100 €HT/constat  |
| - Pénalités pour non nettoyage de la zone dans un délai de 5 jours ouvrés :   | 50 €HT/jour      |
| - Pénalités pour non-respect des règles définies dans le plan de prévention : | 100 €HT/constat  |
| - Pénalités pour non-respect des directives du CCTP :                         | 100 €HT/constat  |
| - Pénalités pour non-réponse à un appel d'astreinte (après 3 appels) :        | 1000 €HT/constat |

Si le titulaire ne procède pas au nettoyage de la zone dans un délai de 5 jours ouvrés, il encourt une pénalité de 50€ par jours.

Si le titulaire ne respecte pas les règles définies dans le plan de prévention des risques (code du travail), le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50,00 € par infraction constatée sur le montant de ses créances.

Les infractions constatées seront notifiées par téléphone lors de la constatation et par écrit le jour même par le représentant de l'Université.

## **18 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **19 - Résiliation du contrat**

### **19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre.

### **19.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents**

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

**Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.**

### **19.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **20 - Règlement des litiges et langues**

Le Maître d'Ouvrage et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend rencontré dans l'exécution de l'accord-cadre. Une réunion de négociation visant à remédier au différend est obligatoirement organisée par la partie demandeuse avant tout recours.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **21 – Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services